



Oui, la crise sanitaire nous a atteint ; et Non, nous ne voulons pas reprendre la vie d'avant !

Aurions-nous connu une illusion collective ? Étrangement la pandémie semble avoir quasi disparue des écrans radars de nos journaux télévisés. Il n'en est plus guère question en France, encore moins du Covid-19 dans le monde. Comme si tout un espace-temps entre fin février et fin mai avait été happé dans une réalité parallèle.

« Libres ! » a même titré la presse le 2 juin. Comme si, sortant d'un conflit mondial, le temps des « jours heureux » était revenu. Ces unes s'appuient sur la légitime envie de sortir de l'angoisse de la maladie qui peut frapper à tout instant. Mais qu'en est-il de cette prétendue « nouvelle liberté » ?

Le cours normal des vies serait censé reprendre avec une grosse dose d'espoir en plus, une espérance nourrie de la volonté de tirer les leçons de la pandémie pour l'avenir et pour l'intérêt général de toutes et tous, pour celui de notre humanité. L'image est belle mais la réalité l'abîme déjà. Pire, les trois mois passés l'ont écorné avant même qu'elle ne s'affiche le moment d'un large « déconfinement » venu.

La « distanciation sociale » ne signe pas la fin des luttes !

La «distanciation sociale», mesure sanitaire et geste barrière, semblerait presque être devenue l'expression d'un retour d'une gestion libérale de nos économies et autoritaire de nos vies. Échappées pour l'heure de la crise sanitaire qui n'est pas encore finie, confrontées plus encore aux inégalités dans ce contexte, nos vies sont menacées par la crise économique désormais brandie et utilisée pour imposer de nouveaux sacrifices toujours aux mêmes.

Les suppressions d'emplois, les luttes sociales, la répression policière, l'interdiction de manifester ... l'actualité regorge désormais d'images qui collent à celles des derniers mois et dernières semaines qui ont précédé le « confinement ».

« Le jour d'après » en ressemblerait fâcheusement au « jour d'avant », en pire.

Des intérêts loin d'être « confinés »

Le temps du « confinement » est resté fidèle au tropisme du « tout pour l'Entreprise », ADN de ce gouvernement. Retardé par le Président de la République, le « restez chez vous » devenu nécessaire à la lutte contre la pandémie n'a eu que le caractère partiel d'un véritable « confinement ». Il n'a pas imposé l'interruption des activités non utiles directement à la lutte contre la maladie.

Pire le « droit de retrait » a été remis en cause par les autorités même qui étaient censées en garantir la mise en œuvre pour la protection des salarié.e.s et l'intérêt général face à un virus au comportement inconnu.

Bas les masques la logique du capital

Pas question non plus de réquisitionner des entreprises pour produire le matériel sanitaire fâcheusement manquant... Tout juste le gouvernement a-t-il murmuré des incitations en leur direction et invité à développer une filière textile de masques « grand public », une spécificité française tout bénéfice pour les entreprises y contribuant.

Par contre, on cherchera en vain un soutien à des salarié.e.s bretons revendiquant la reprise en coopérative de leur production de masques. Il ne faudrait pas fausser la « libre » concurrence... La mondialisation à outrance est en quelque sorte morte un «beau» jour de mars 2020, même si d'aucuns voudront la faire revenir à la vie. Nous avons brutalement redécouvert l'intérêt et la nécessité d'une planification économique. Après trente ans de destruction méthodique des outils de cette planification économique, cette crise a démontré qu'il est essentiel de réorganiser une production de proximité et une forme d'autonomie.

Si on ose rêver encore un peu plus loin, on peut penser à une véritable prise en compte de la dimension écologique de cette crise. N'oublions pas que les racines de cette crise sanitaire sont à chercher notamment dans la crise environnementale que connaît notre planète avec une logique de rentabilité financière immédiate pour les actionnaires. Un produit qui parcourt toute la planète pour venir se déverser dans nos rayons, ce n'est pas forcément une quête d'absolu... Financièrement, il ne profitera qu'à quelques-uns. Et éventuellement il jouera à cache-cache avec le système de financement public. Il a fallu un virus pour qu'on se rende compte que «régulation du commerce mondial» n'est pas forcément un gros mot !

En l'absence de volontarisme politique, la gratuité du masque, indispensable sans traitement ni vaccin, obligatoire notamment dans les transports en commun, n'a pas été au rendez-vous. C'est devenu un produit marchand vendu dans les hypermarchés comme le dernier smartphone, le dernier ordinateur ou la dernière télévision, tout aussi polluant que ces produits avec des systèmes de production sans aucune norme sociale.

On mesure également le poids du business dans les polémiques sanitaires quand les intérêts d'une entreprise s'invitent dans le débat sur les effets supposés d'un traitement à l'essai. Traitements et vaccins ne sont pas non plus épargnés par la logique rentière des actionnaires.



Et maintenant, « business as usual » ?

Le moment du « déconfinement » décidé par Emmanuel Macron, il s'agit à tout prix pour son gouvernement de sauver les intérêts de l'Entreprise alors que, face à la crise sanitaire, l'intérêt général commande de convoquer le collectif pour ouvrir des horizons enfin solidaires.

Pour ces partisan.e.s du « tout pour l'Entreprise », il ne faudrait pas qu'ayant trop réfléchi au monde d'après, celles et ceux « confiné.e.s » ne prennent trop confiance en leur capacité collective. Aussi il s'agirait maintenant de leur confisquer ce temps sous-trait à la production.

Nous ne sommes pas responsables de la crise sanitaire !

Comme si ces derniers mois devaient s'effacer de la mémoire collective, les autorités politiques, administratives, économiques voudraient, **encore maintenant comme « avant »**, que les salarié.e.s perdent leur vie à la gagner. A croire que chômage partiel dans le privé et « rapt » de jours de congés et de RTT dans la Fonction Publique seraient la « punition » à payer pour l'interruption d'une activité dont ces salarié.e.s ne sont pas responsables, mobilisé.e.s à domicile pour lutter contre la pandémie.

Même les personnels de santé devraient échanger une meilleure rémunération contre la hausse de leur temps de travail... comme s'ils n'avaient pas déjà largement donné ces derniers mois. La logique financière revancharde entend récupérer même jusqu'au temps imposé par la mise en oeuvre des gestes barrières - pour la protection d'une santé publique mise en péril par la prédation capitaliste à l'encontre de notre écosystème - en refusant que celui-ci soit intégré dans le temps de travail effectif (comme pour la « pause pipi »).



C'est nous qui avons imposé l'intérêt général !...

Ce sont bien les salarié.e.s toujours mobilisé.e.s et leurs organisations syndicales qui ont imposé la prise en compte de l'intérêt général et garanti que l'humain soit mis au cœur des préoccupations au delà des discours, au besoin en recourant au droit de retrait ou à la grève. L'intérêt collectif s'est également exprimé à travers les services publics et leurs agent.e.s, pourtant mal-traité.e.s depuis des années, qui ont répondu présent.e.s et permis que s'organise la lutte contre la maladie au-delà des services de santé. Nombre de parents auront pu découvrir ainsi qu'on ne s'improvise pas enseignant.e et le gouvernement a également su s'appuyer sur les agent.e.s des Finances pour verser les aides économiques qu'il avait décidé, contrôler les marchandises, les prix, ... pour ne citer que ces exemples.



... et c'est nous qui allons continuer à le faire !

Nous n'avons pas voulu la crise sanitaire et sa gestion moyenâgeuse. Nous ne voulons pas du retour au jour d'avant, ni du bradage de nos biens communs et d'une nouvelle mise en péril de notre santé. Nous ne voulons pas de la privatisation de l'ONF et de la gestion des forêts, ni du démantèlement de nos administrations économiques et financières ou d'un « nouveau réseau de proximité »...

Pendant le « confinement », nous avons « investi », non au sens capitalistique du terme, mais au sens de nourrir notre réflexion collective pour un autre avenir garantissant l'intérêt général. Et nous sommes prêts à « déconfiner » nos luttes pour l'imposer.



Le 16 juin nous serons aux côtés des personnels de santé. Parce qu'au-delà de nos applaudissements, parce que mieux qu'une médaille et un défilé du 14 juillet, ensemble nous voulons un système de santé qui nous prémunisse des impérities des apprentis sorciers actionnaires.

Nous voulons respirer (même masqué.e.s un temps), nous voulons enfin souffler ! Non, salarié.e.s du public ou du privé, nous refusons de payer les ravages sociaux avec moins de salaire, moins de reconnaissance, moins de droits et moins de liberté !!!